# Un projet d’utopie

## Un essai d'association de production

Jusqu'à présent les essais de coopératives de production n'ont pas donné grands résultats. Dans la société capitaliste trop de conditions s'opposent a la réussite de telles entreprises. Pourtant, grâce à l'évolution des mentalités, certains essais paraissent en bonne voie. Une enquête du *Figaro*, qui a paru en avril dernier sous la signature de Michel-P. Hamelet, en cite quelques exemples

Voici, entre autres, celui-ci (dans le Figaro du 26 avril).

L'histoire commence au mois de mai 1941, sur l'initiative de M. Marcel Barbu, spécialiste de la fabrication des boîtes de montres. Autour de lui, deux, trois, puis dix, puis vingt compagnons se groupent pour gagner leur vie. Actuellement, cent cinquante ouvriers élisent leur chef d'entreprise et décident eux-mêmes de leur propre rémunération.

Hamelet assiste à la réunion de la Communauté de Travail Marcel Barbu dans la grande salle de la Bourse du Travail de Valence (Drôme):

*Je regarde les compagnons assembles. Ici le complexe prolétarien est vaincu. Les femmes sont bien coiffées, presque élégamment vécues; les hommes, possèdent cette allure standard, évoluée, qui empêche de reconnaître, le dimanche, sur les routes américaines, le patron de ses employés. Je les écoute discuter, à leur tour de parole, se reprenant les uns les autres. Le bilan de l'année a été exposé. Excellente affaire. La production a triplé. La ferme communautaire du Vercors, reconstruite et remise en exploitation, a besoin de main-d'œuvre: 42 hectares labourables. Les compagnons y*

*séjourneront, par équipes, chacune huit jours par trimestre. C'est aussi une détente heureuse, un «contre-effort» prescrit par la règle. Une somme d'un million quatre cent mille francs est demandée par le chef du service agricole, pour être investie dans les travaux d'installation de la ferme. Chacun fait ses observations, puis on vote par groupe. Le groupe est la réunion de familles ou de compagnons habitant le même quartier. Le vote intervient après chaque discussion. Il doit aboutir à l'unanimité pour être valable. Et l'unanimité se fait aisément, après toutes les explications désirables. On élit pareillement le chef de la Communauté et le Conseil général qui l'assiste; on élit le tribunal qui appliquera lui aussi la règle de l'unanimité à l'occasion des litiges qu'il sera appelé à juger: aucune sanction ne peut être reconnue valable si celui contre lequel elle est prise ne la reconnaît point comme telle...*

Cette expérience n'est pas unique. Une autre communauté dont M. Marcel Barbu est également le promoteur et qui fabrique aussi des boites de montres existe à Besançon. La Communauté de Valence va bientôt se partager et donner naissance à une nouvelle Communauté valentinoise. Car l'expérience prouve que l'entreprise moyenne seule peut permettre, pour l'instant, de tels procédés. La propriété collective, ici, est encore une propriété humaine; dans une grande usine l'expérience risquerait de sombrer dans une bureaucratie tyrannique. Les compagnons de Valence le savent.

---

[(À l'évoque de mon enfance, les personnes qui disaient que l'homme pouvait voler sur un appareil plus lourd que l'air étaient appelées utopistes.)]

Ce projet a été écrit à l'occasion d'un manifeste fédéraliste paru clandestinement à la fin de 1943. Ce manifeste reflétait des préoccupations de méfiance propres aux sociétés secrètes qui apparaissent aux époques de tyrannie. Mais la première

conquête de libération est la liberté d'opinion, et celle-ci une fois admise, la propagande ouverte des *idées fédéralistes* ou, comme dit Wells, la conspiration au grand jour, est la meilleure forme de propagande.

# Le rôle des institutions dans l'évolution sociale

L'homme est un animal grégaire qui ne peut pas vivre isolé. Pour avoir sécurité et bien-être matériel, il a besoin de l'entr'aide et de la division du travail dans le domaine de la production. Le progrès technique a abouti à l'organisation d'une production mécanique entraînant le plus souvent le travail collectif.

Mais le bien-être matériel dépend aussi de l'organisation sociale. Quand il y a domination d'une classe sur les autres, cette inégalité se traduit par l'exploitation du travail; et c'est alors la misère pour une partie de la population, tout au moins une très grande inégalité du pouvoir d'achat parmi les hommes.

Enfin le bien-être moral dépend de. la liberté dans les rapports sociaux – ce qui pourrait être la *définition de la liberté*. Pour conquérir cette liberté, il faut détruire ce qui fait le fondement de l'inégalité et, à plus forte raison, de la servitude, Or ceux qui possèdent les richesses sont ceux qui détiennent en même temps le pouvoir, qu'il s'agisse d'une société féodale ou d'une société capitaliste. Actuellement l'appropriation capitaliste des moyens de production maintient l'inégalité sociale et perpétue les misères et les injustices. La minorité privilégiée est servie par une bureaucratie d'employés supérieurs et par la hiérarchie des hauts techniciens, elle est entourée d'une multitude de petits profiteurs qui dépendent d'elle ou qui trouvent leur intérêt dans le maintien de l'état de choses, elle a une énorme influence sur les politiciens, sur les journaux, à cause du

profit publicitaire, elle a à son service les forces de l'ordre, justement pour faire respecter l'ordre établi, et sa situation est enfin consolidée par les habitudes d'obéissance de la masse humaine.

Il est possible que les privilégiés soient obligés d'abandonner une partie de leurs privilèges après la guerre, sous la pression des revendications populaires et par peur d'un mouvement de fond qui pourrait les emporter. Profiter de ces circonstances pour demander à l'État d'opérer une transformation sociale et de prendre en mains la propriété capitaliste serait un leurre. L'étatisme aboutit à une organisation centralisée et bureaucratique avec économie dirigée: il n y a pas de libération. Au contraire, dans les cas où la structure politique ne s'appuie pas sur des fondements démocratiques, la servitude est plus dure que sous la domination capitaliste: dans cet étatisme, même paré de l'étiquette socialiste, comme l'a montré le national-socialisme, l'organisation politique et économique forme un bloc à l'intérieur duquel l'obéissance est absolue.

Toutefois supposons un État ayant conservé les institutions démocratiques et qui fonderait de grandes administrations plus ou moins autonomes, englobant chacune les firmes de telle industrie donnée. Ces grands organismes, dotés d'une centralisation. hiérarchisée avec ses défauts, dont les plus nécessaires sont l'excès des règlements et la multiplicité des contrôles, auraient toute probabilité de glisser à un régime de plus en plus bureaucratique et de s'assoupir dans la tranquillité d'un monopole sans concurrence, caractérisé par la peur du risque, des initiatives et des responsabilités et par une production somnolente. Ce régime fondé sur la hiérarchie et l'inégalité serait, pour les travailleurs, compensé par la sécurité dans l'obéissance, une obéissance moins dure que dans l'exemple précédent, sans doute moins dure aussi qu'en régime capitaliste, mais avec un enlisement plus profond.

* * *

D'autre part, n'imaginons pas qu'une révolution, en supprimant le profit par un coup de baguette magique, supprimerait la rapacité, ferait épanouir la fraternité et le goût du travail, et que tout irait pour le mieux. J'ai connu, il y a une cinquantaine d'années, l'époque où cette croyance idyllique régnait encore et résolvait tous les problèmes.

Il n'y a qu'une minorité de personnes idéalistes. Elles peuvent, il est vrai, entraîner la masse. Mais cet élan ne dure guère que quelques mois et la masse retourne peu à peu à ses préoccupations d'intérêt personnel.

Cependant, si la masse a été remuée de fond en comble, si de nouveaux besoins sont nés, surtout des besoins moraux, il est impossible de revenir au *statu quo ante*. Les gens ont acquis le goût de certaines libertés, ils ont perdu l'habitude de l'obéissance passive. La Révolution française a transformé la mentalité de la masse populaire. Nous ne nous en apercevons guère en France. mais si nous comparons les gens d'ici à la masse du peuple dans les pays de l'Europe centrale, nous voyons une énorme différence dans leur comportement moral.

Pour que le mouvement en avant ait des résultats durables, il faut qu'il ait entraîné *la création de nouvelles institutions*. Celles qui ont été créées par la Révolution française ont marqué une étape dans les tâtonnements vers le progrès. Mais elles n'ont pas réalisé l'émancipation de l'homme malgré l'espoir qu'elles avaient fait naître. Des forces de domination économique ont réussi à profiter de l'isolement du travailleur, soi-disant libre, pour le maintenir en servitude au nom du principe de la libre concurrence. Il n'en est pas moins vrai que les nouvelles institutions politiques ont assuré le peuple d'un régime démocratique qui garantit une liberté d'opinion ou d'action, en tout cas plus grande que sous l'ancien régime, et qui lui donne l'espoir de se libérer

plus facilement lui-même, au lieu d'attendre passivement son bien-être matériel et moral de l'autorité d'en haut, comme dans les pays totalitaires.

La puissance capitaliste n'est pas parvenue à supprimer les libertés dans les pays démocratiques. Certes, au cours d'oscillations successives, il arrive que l'autorité réussisse à rogner sur elles, mais bientôt une oscillation en sens inverse rétablit un *modus vivendi* libéral. Il faut toujours lutter pour maintenir les droits acquis. Et c'est l'existence dans la masse du peuple d'un esprit de liberté et d'aspirations à l'égalité qui est le principal garant des institutions démocratiques.

En tout cas, pour arriver à l'émancipation des hommes, il faut aller plus loin que les libertés politiques, car elles sont insuffisantes à assurer la liberté et l'égalité des relations humaines dans le domaine des intérêts individuels ou collectifs.

Jusqu'à présent la solution était purement individuelle. On apprenait aux enfants que, grâce au travail, à l'honnêteté et à la bonne conduite (et essentiellement à la chance) chacun pouvait se tirer d'affaire et accéder à une meilleure situation. Avec un tel état d'esprit on peut craindre qu'après une révolution économique et un bel essor idéaliste, les gens ne pensent qu'à se débrouiller au mieux de leurs intérêts égoïstes ou bien recherchent un fonctionnariat de tout repos.

Déjà les hommes commencent à se rendre compte de la valeur du travail, autrement dit que les richesses sont créées par le travail. Vérité évidente, mais qui n'apparaissait pas comme telle il y a encore un demi siècle, quand les pauvres gens croyaient que les riches avaient pour fonction de leur permettre de vivre soit par la distribution des aumônes, soit en leur *donnant* du travail. Ainsi les riches étaient les dispensateurs des biens de ce monde (biens naturels et biens nés de l'effort humain) avec droit régalien sur la

distribution.

Aujourd'hui nous arrivons à cette idée que chaque travailleur devra être propriétaire individuellement ou collectivement des moyens de production et, par conséquent, participer sur un plan d'égalité au bénéfice de la vente des produits; et que personne ne pourra faire travailler autrui à son profit. Cette dernière proposition ne nie pas la division du travail, mais elle implique que cette division du travail ne se fera pas au détriment d'une portion quelconque des collaborateurs.

Comment réaliser les deux propositions ci-dessus, ce qui doit entraîner la suppression de la forme dite capitaliste de la société actuelle?

# La grande industrie

Le premier moyen qui vient à l'esprit de la plupart des gens est un moyen autoritaire. Je ne parle pas de la force révolutionnaire qui se lance à l'assaut des forces d'oppression. Mais quand on passe aux plans de construction, on imagine trop souvent une société, tirée au cordeau, et on instaure une économie dirigée: tout cela marche merveilleusement sur le papier.

Or, dans la réalité, il faut tenir compte de la psychologie des hommes, de leurs différences et de leurs responsabilités diverses. Et leurs besoins, leurs goûts, leurs aspirations sont trop variés, quelquefois même trop divergents, pour se plier aux règlements d'une utopie trop rigide.

Ne pas s'imaginer, comme le faisaient les révolutionnaires d'autrefois, qu'une société idéale rallierait toue les suffrages et toutes les ardeurs. Et puis, quelle est cette société idéale? Chaque utopiste croit que c'est la sienne et ne voit pas les défauts qui l'empêcheraient certainement de durer longtemps.

Ne construisons pas par en haut. La première chose à assurer, c'est la continuation de la production, car l'humanité doit vivre. Il n'y aurait aucun arrêt dans l'activité des usines, si l'administration des entreprises de grande industrie passait entre les mains des syndicats ouvriers associés aux techniciens. À Condition, toutefois, que cette association arrivât en même temps à résoudre la question commerciale et celle du crédit (ce que nous verrons plus loin).

Sous ces réserves, on voit qu'un tel changement est possible dans les firmes où non seulement le travail est collectif, mais où la propriété est collective, elle aussi, appartenant plus ou moins fictivement à des actionnaires représentés par un tout-puissant conseil d'administration.

Il est réalisable aussi dans les firmes où le patron a trouvé expédient de mettre son affaire en actions, conservant soit lui seul, soit avec l'appui de ses amis, la majorité des parts.

La libération peut se faire, dans tous ces cas, assez facilement. Les actionnaires deviennent simplement des obligataires et un intérêt leur serait servi comme rente viagère ou bien s'éteindrait au bout de vingt ans, sans que les porteurs de titres conservassent quelque pouvoir sur la marche et la gestion de l'entreprise. Mais il est bien entendu que cet intérêt ne serait servi que pour les entreprises en état de produire et non pour celles que leur mauvais établissement obligerait d'abandonner ou de transformer à grands frais. Enfin l'ensemble des intérêts servis, y compris ceux venant d'autres entreprises dont certains actionnaires seraient également bénéficiaires, cet ensemble ne pourrait pas dépasser la somme nécessaire à l'entretien normal d'une famille. Ainsi les grosses fortunes seraient d'emblée éliminées.

Il en serait de même pour les propriétaires d'immeubles de rapport et pour les propriétaires fonciers ne cultivant pas

eux-mêmes leur terre.

Qu'on fasse bien attention que ce programme est tout à fait imaginatif. Il semble cependant que la propagande soit déjà assez avancée pour qu'il puisse être tenté. Il est même possible que les gouvernements qui régissent les pays d'Europe après la guerre s'empressent de donner au peuple quelques réformes économiques afin d'assurer la paix sociale. Ils proposeront la socialisation ou plutôt la nationalisation de quelques grandes industries, dites industries-clés, devenues services publics, à l'instar des chemins de fer. Rien ne sera changé à la structure sociale qui, aujourd'hui, repose sur l'inégalité des classes. Reconnaissons cependant que la nationalisation nous débarrasserait de la domination exercée par les chefs des trusts sur la démocratie. Il serait, en tout cas, nécessaire que des Comités de gestion puissent limiter l'omnipotence des hauts fonctionnaires.

Mais si nous voulons réaliser notre programme, c'est-à-dire la dépossession des propriétaires d'immeubles ou de biens fonciers et l'élimination des actionnaires, même par le moyen des rentes viagères, nous nous heurterons à une vive résistance. L'esprit de propriété est un esprit impérialiste. À la rigueur les détenteurs des titres industriels, par exemple, accepteront la nationalisation, mais avec reconnaissance de la valeur de leurs actions et de leurs obligations, et continuation indéfinie du service de l'intérêt. Ce qui revient à dire qu'il ne sera jamais tenu compte du remboursement effectif de la dette, ni même de plusieurs remboursements successifs dus à la prolongation des versements. C'est ainsi, dans un autre domaine, que la dette immense de l'État doit durer jusqu'à la consommation des siècles, écrasant les contribuables d'impôts destinés à payer les rentiers. Le remboursement en rentes viagères libérerait les entreprises et du service de l'intérêt et du prélèvement opéré par les capitalistes sur les améliorations. de la production dues au travail et aux efforts des ouvriers et des

techniciens.

Mais que se passerait-il dans la société future? Là aussi l'avance de capitaux sera souvent nécessaire pour de nouvelles créations, par exemple pour acheter les machines destinées à creuser un canal, à établir un chemin de fer, à mettre sur pied une nouvelle entreprise industrielle, etc..., et pour payer les ouvriers et techniciens employés à ces travaux, improductifs sur le moment. Le capital, c'est-à-dire l'avance de l'argent nécessaire à ces dépenses, les associations ou fédérations intéressées le trouveraient sans doute, dans les réserves de coopérative de production ou de consommation, dans celles aussi des communes. Il pourrait recevoir une rémunération, indispensable d'ailleurs pour couvrir les frais de comptabilité et d'administration et pour constituer un fonds de garantie. Cette rémunération serait fixée officiellement par l'accord des fédérations de production, de consommation ou des communes, au même. taux pour tous les emprunts et au plus bas possible, sans qu'elle puisse comporter de participation aux bénéfices. Les emprunts seraient toujours à temps limité.

Dans la société capitaliste on objecterait qu'il faut couvrir le risque; or ce risque dépend surtout de la spéculation. Dans la société future, il n'y aurait plus de spéculation, et le risque éventuel serait envisagé comme une condition du progrès. Dans chaque usine, il y aurait un poste de budget réservé aux recherches et aux inventions, et partout les techniciens installeront un laboratoire réservé à ces travaux. La mise en train d'une nouvelle invention pourra être étudiée, et ses dépenses supputées au point de vue économique et administratif sans risques catastrophiques. Toute nouvelle entreprise aura pour but le profit du bien-être humain soit au point de vue de la production en quantité ou en qualité, soit au point de vue de la facilité du travail, et non le gain financier.

* * *

Les associations (ou coopératives) de production, débarrassées de l'administration et du parasitisme des financiers, déchargées peu à peu du tribut versé aux actionnaires, ne pourraient cependant continuer à produire que si elles avaient à leur disposition les fonds de roulement et de réserve des entreprises capitalistes auxquelles elles se substituent. Lorsque les ouvriers italiens s'emparèrent, en 1920, des usines de Milan et de Turin, ils ne purent tenir bien longtemps, faute d'avoir à leur disposition les fonds nécessaires pour le paiement régulier des salaires et pour l'achat des matières premières. Ils ne purent toucher aux réserves capitalistes, confiés aux banquiers et qui s'y trouvèrent bloquées. Donc, en même temps que la prise des usines, devrait se faire la prise de possession des banques avec inventaire et prise en charge par la Fédération régionale des Associations de production.

Il est possible qu'une telle transformation ne puisse se faire complètement telle qu'elle a été faite en Russie. Il faudrait tout au moins que les fonds appartenant aux entreprises de production fussent retirés des banques actuelles et confiés à un établissement spécial, sous le contrôle exclusif des entreprises, en attendant la constitution des banques régionales réservées à l'industrie.

Nous verrons plus loin l'organisation du fédéralisme. Disons tout de suite que la Fédération régionale des coopératives de consommation aurait aussi sa banque et des succursales. Les artisans et les détaillants, les particuliers pourraient s'adresser à l'un ou à l'autre des établissements bancaires, plus probablement à ceux du service de consommation, pour leurs dépôts, leurs recouvrements, leurs envois de fonds. En attendant, ils continueraient à agir selon leurs habitudes, en s'adressant aux banques privées, dont l'activité ne tarderait. guère à cesser.

Les nouvelles banques, distinctes les unes des autres suivant leur origine, auraient une administration autonome, tout en étant sous la dépendance constitutionnelle et sous la surveillance des fédérations auxquelles elles appartiendraient.

Les banques seraient essentiellement des réserves de capital, constituées par les versements des entreprises adhérentes désireuses d'avoir des fonds à leur disposition en cas de besoin, et par les versements statutaires de ces mêmes entreprises pour le fonds de réserve de la Fédération régionale. Elles auraient donc à faire le recouvrement de ces cotisations. Elles recevraient de chaque entreprise les fonds nécessaires à payer les rentes viagères aux anciens actionnaires.

Au lieu d'être comme aujourd'hui, soit directement, soit par l'entremise des administrateurs, les maîtresses de la production, elles ne seraient plus qu'un service des fédérations industrielles. Elles ne pourraient avoir aucune initiative. Elles ne pourraient pas spéculer sur les actions, ni sur le change, puisqu'il n'y aurait plus d'actions et que la monnaie sera devenue tôt ou tard un étalon international. En dehors du fonds de roulement nécessaire à la vie de chaque entreprise, elles auraient en dépôt les réserves nécessaires aux achats et celles destinées à couvrir les déficits périodiques comme les déficits imprévus et accidentels. En cas d'une demande de crédit par l'un des établissements affiliés, soit pour parer à un besoin urgent, soit pour couvrir des frais d'agrandissement ou de transformation, elles seraient obligées, après garantie de deux autres entreprises, d'obtenir l'autorisation de la Fédération régionale. N'ayant plus aucune puissance, elles pourraient, concurremment avec les bureaux de statistique et les laboratoires de la Fédération, servir d'organes de renseignements, par exemple pour la comparaison des bilans entre les entreprises. L'économie future, si elle ne doit à aucun moment être une économie dirigée, devrait être

une économie renseignée, et tout devrait s'y faire à ciel ouvert. Cela s'entend pour la petite et la moyenne industrie aussi bien que pour la grande.

L'établissement d'un bilan est nécessaire à chaque entreprise pour savoir où elle va, pour connaître les dépenses des divers postes, les frais de force motrice, ceux du machinisme et de son entretien, le montant des salaires, les frais d'administration, etc., de façon à établir un prix de vente. Par comparaison avec le bilan des maisons similaires, on peut s'apercevoir si le rendement est normal, si l'entreprise est bien administrée et s il n'y a pas de frais parasites. Le bilan devrait être établi non pas tant en vue des bénéfices à réaliser que pour connaître exactement le prix de revient de chaque unité produite à la sortie de l'usine ou de la fabrique, sans que les frais commerciaux s'y soient encore ajoutés.

Il ne faut pas confondre ce bilan établi ouvertement sur les chiffres donnés par les différents services et connus et contrôlés par tous, avec les bilans financiers actuels qui sont assez souvent des bilans truqués, et destinés à duper les actionnaires ou le public et même à tromper le Fisc. Le bilan d'une usine serait le résumé d'une comptabilité très simple, où les différents postes seraient affichés semaine par semaine, ou mois par mois, pour être connus de tous et revus par les commissions nommées par les travailleurs de l'usine.

Peut-être le plus grand progrès de la moralité économique future seras-il que le prix de revient des marchandises soit connu de tous, aussi bien de ceux qui participent à la production que des acheteurs, c'est-à-dire des consommateurs. On connaîtrait, par suite, le montant des frais commerciaux (transport, manutention, bénéfice des intermédiaires) qui vient s'ajouter au prix brut.

La mesure qui sert à établir un bilan et. en général, à fixer la valeur des choses est l'argent, c'est-à-dire la monnaie,

qui, comme toute mesure véritable, ne peut être qu'une mesure internationale à étalon fixe et en quantité variable, sans qu'aucun gouvernement puisse en fabriquer à son profit.

On a beaucoup médit de l'argent qui, dans la littérature révolutionnaire, est devenu le symbole de la malfaisance. Or, il est, en réalité, un moyen de liberté. Grâce à lui, je puis échanger en connaissance. de cause, je puis acheter les objets de consommation dont j'ai besoin et, à mon choix, je puis assister à telle pièce de théâtre qui me plaît et au jour qui me plaira, au lieu d'avoir, comme dans certains systèmes utopiques, une carte d'alimentation ou de recevoir un billet gratuit pour aller à un spectacle qui ne me convient pas ou tel jour où je ne suis pas en train. Chacun pourrait dans mon utopie employer le surplus de ce qu'il regarde indispensable à son entretien, soit à sa bibliothèque, soit à des voyages, soit à des festins, soit à tout autre plaisir, superflu pour les autres, mais nécessaire à celui qui en a le goût et le désir.

En quoi l'argent est-il dangereux? Pourquoi en ferait-on l'accaparement, puisqu'il ne pourra servir qu'à acheter des objets de consommation et non pas à acheter des immeubles de rapport, des biens fonciers ou des moyens de production (machines, bâtiments d'usine, chutes d'eau. Etc.), pas plus qu'aujourd'hui un particulier ne peut acheter la Tour Eiffel ou l'Arc de Triomphe? Il pourrait tout au plus servir à acheter une petite maison à la campagne ou un appartement dans un immeuble de ville. Or, ce qui fait la puissance d'un capitaliste, c'est la possession des moyens de production, soit comme propriétaire intégral, soit le plus souvent comme actionnaire; mais il n'y aura plus d'actions à acheter.

M.P.

*N.D.L.R. — Nous publierons la suite de cette étude dans notre prochain numéro.*